

MANITOBA

une province véritablement bilingue





Reconnaissance des traités territoriaux

Nous reconnaissons que le Manitoba se trouve sur les territoires visés par les traités 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 10 et sur les terres ancestrales des peuples anichinabé, anishininewuk, dakota oyate, dénésuline, ininiwak et nehethowuk. Nous reconnaissons que le Manitoba se situe sur le territoire des Métis de la Rivière-Rouge. Nous reconnaissons que le nord du Manitoba comprend des terres qui étaient et sont toujours les terres ancestrales des Inuits.

Nous respectons l'esprit et l'intention des traités. Nous restons déterminés à travailler en partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis alors que nous avançons ensemble dans un esprit de vérité et de réconciliation.

Table des matières

Message du ministre	2
Aperçu du projet	3
Contexte	3
Aperçu des activités de participation	4
Sondage sur Participation Manitoba	4
Consultations ciblées	4
Soumissions écrites	5
Réponses au sondage	6
Analyse thématique	14
Prochaines étapes	23



Message du ministre

Je suis extrêmement fier de présenter ce rapport qui fournit un sommaire des résultats des consultations publiques au sujet de comment rendre le Manitoba une province véritablement bilingue. J'aimerais remercier tous les individus qui ont pris le temps de partager leurs perspectives, en répondant au sondage en ligne ou en assistant à une des tables rondes. J'aimerais aussi reconnaître la participation de tant de nos organismes communautaires qui ont soumis des mémoires en plus d'assister aux sessions de consultation. La rétroaction que nous avons reçue de tout le monde est hors prix.

Nous avons demandé à la population manitobaine ce qu'un Manitoba véritablement bilingue voudra dire pour elle et de quoi il aura l'air. Nous avons reçu presque deux mille réponses des gens qui voulaient exprimer leurs espoirs et leurs rêves, sans oublier les réalités relativement à la construction de la vision de Louis Riel d'une province où l'anglais et le français sont valorisés de façon égale.

Ce document représente le moment dans lequel la population manitobaine d'expression française se trouve aujourd'hui.

À titre de ministre responsable des affaires francophones, je m'engage à embarquer sur ce voyage avec vous et avec tout le monde qui tient la langue française à cœur. En collaboration avec le Conseil consultatif des affaires francophones et des partenaires clés de la communauté, nous allons cocréer une nouvelle stratégie sur le bilinguisme. Le secret qui assure du vrai progrès est de travailler étroitement avec des francophones et des organismes sur les priorités qu'ils ont identifiées – l'augmentation des services en français, le renforcement de l'accès à l'éducation en français, la promotion de la signification historique de la francophonie et la célébration de ses contributions.

Vous avez partagé une vision ambitieuse de ce que nous pourrions faire, et on ne fait que débiter. Ça prendra un effort concerté de toute la population manitobaine pour réaliser ce projet, et notre gouvernement a déjà commencé le travail. Nous effectuons des investissements dans les écoles françaises, nous créons des espaces dans les garderies francophones, nous améliorons l'accès à la justice en français, nous appuyons les municipalités bilingues, et nous sommes en train de développer notre capacité bilingue pour assurer que les ressources humaines sont en place pour fournir plus de services en français. Tout en travaillant pour renforcer et promouvoir nos langues autochtones.

C'est un honneur de partager ce moment historique avec vous et de prendre ensemble les premiers pas vers une province véritablement bilingue.

Aperçu du projet

La lettre du mandat du ministre des Relations avec les municipalités et le Nord et ministre responsable des Affaires francophones, Glen Simard, inclut l'obligation d'améliorer l'accès aux services en français dans plusieurs domaines pour faire du Manitoba une province véritablement bilingue. Le 20 mars 2025, le ministre Simard a annoncé qu'il allait entreprendre une grande consultation avec la population manitobaine pour guider la création d'une stratégie provinciale à long terme sur le bilinguisme. Cette consultation a eu lieu entre juin et novembre 2025.

À travers divers mécanismes de mobilisation, le Secrétariat aux affaires francophones – qui était chargé de coordonner les consultations – a cherché la perspective de la population manitobaine sur plusieurs questions en lien avec le concept d'une province véritablement bilingue. La rétroaction fournie servira comme point de départ pour la création d'une nouvelle stratégie provinciale sur le bilinguisme (voir la section Prochaines étapes ci-dessous).

Contexte

Les territoires dont le Manitoba est composé ont hébergé diverses langues autochtones depuis des milliers d'années – bien avant l'arrivée des Européens. Toute politique qui vise à les préserver et promouvoir doit toujours respecter les langues autochtones qui ont évolué et qui continuent à évoluer ici. La protection des langues n'est pas exclusive. Il s'agit plutôt d'une entreprise commune à la population manitobaine.

Il y a des francophones au Manitoba depuis plus de deux cents ans. Au moment de son entrée dans la Confédération canadienne en 1870, ils composaient plus ou moins la moitié de la population. Le bilinguisme des sphères juridique et législative était protégé par la Loi sur le Manitoba, ainsi que le droit à l'éducation confessionnelle (qui était offerte en français). Des vagues de migration et d'immigration anglophones ont rapidement changé le poids démographique des francophones, et l'adoption de The Official Language Act en 1890 a essentiellement mis fin au bilinguisme de la province.

La crise linguistique des années 80 a permis la restauration des droits linguistiques de la Loi sur le Manitoba, et la Politique sur les services en français a été adoptée par le Manitoba en 1989. La Politique vise surtout à assurer que les ministères et autres organismes gouvernementaux offrent leurs services en français et en anglais dans les régions de la province où il existe de fortes concentrations de francophones. En 2016, l'Assemblée législative a adopté la Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine – une loi qui propose le cadre nécessaire pour favoriser l'essor de la population francophone et appuyer son développement. La Loi renforce les rôles du ministre responsable des affaires francophones et du Secrétariat, crée le Conseil consultatif des affaires francophones, et établit l'obligation pour les entités publiques de développer et mettre en œuvre des plans pluriannuels stratégiques.

Selon les données du recensement en 2021, la population manitobaine dont le français est la première langue officielle parlée ne représente que 3 p. cent (40 265 individus). Comme 112 741 personnes peuvent comprendre le français, la majorité des gens qui parlent français au Manitoba sont des anglophones bilingues.

Aperçu des activités de participation

Plusieurs activités ont été organisées afin d'assurer la plus grande participation possible et de recueillir une multiplicité de perspectives.

Sondage sur Participation Manitoba

En premier lieu, il y a eu un sondage en ligne, disponible en français et en anglais du 9 juin au 31 octobre 2025. Le sondage proposait huit questions – un mélange de questions ouvertes et à choix multiple, ainsi qu'une question où les répondants devaient classer certaines notions par ordre d'importance. Il y avait aussi un champ pour des commentaires additionnels.

Il y a eu 1 654 soumissions, dont 587 en anglais (35,5 p. cent) et 1 067 en français (64,5 p. cent). Le groupe d'âge avec les plus de répondants était entre 35 et 44 ans (26 p. cent), suivi de ceux qui indiquaient avoir entre 45 et 54 ans (18 p. cent) et ceux qui indiquaient avoir entre 25 et 34 ans (14 p. cent).

Un peu plus de 58 p. cent indiquent avoir le français comme langue maternelle, tandis que 26 p. cent déclarent que le français est une langue apprise. 7 p. cent des répondants ne parlent pas français, mais ont une affinité particulière pour la langue – souvent à cause d'un enfant ou d'un petit-enfant aux études dans le système d'immersion.

La grande majorité des répondants habitent Winnipeg (1 113 personnes, ou 67 p. cent). Plusieurs répondants habitent dans une des quinze municipalités bilingues rurales (15 p. cent).

Tables rondes publiques :

Le Secrétariat a organisé des tables rondes qui visaient le public de différentes régions de la province. Dix sessions ont été tenues, dont sept en personne et trois virtuelles. Trois des sessions ont eu lieu à Winnipeg. Il y a aussi eu des sessions à Sainte-Anne, Brandon, Saint-Georges, et Notre-Dame-de-Lourdes. Une session virtuelle a visé les habitants des régions désignées bilingues plus éloignées au nord et à l'ouest de la province, et une autre a ciblé les anglophones. Cent cinq membres du public ont participé à ces sessions.

L'objectif des tables rondes était de chercher les perspectives personnelles des individus – de Madame et Monsieur Tout-le-Monde – afin de nourrir la réflexion et pouvoir faire avancer des recommandations qui assureront une vraie différence dans la vie quotidienne des gens. On a cherché des exemples précis de ce qui fonctionne, ce qui pose un défi, et ce qui pourrait être considéré comme une opportunité de faire mieux.

Consultations ciblées

Entre juillet et novembre a eu lieu une série de consultations ciblées avec les présidences et les directions générales des organismes communautaires, les élus et administrateurs des municipalités bilingues, des aînés, de jeunes adultes et étudiants au niveau postsecondaire, d'immigrants, les intervenants œuvrant dans le secteur des affaires, les juristes, les intervenants du continuum en éducation, des professeurs universitaires, et certains individus qui ont joué un rôle important dans le développement et l'évolution des services en français au Manitoba. Cent quatorze personnes ont participé à ces sessions.

Les participants ont répondu à des questions de la perspective de leurs clientèles ou partenaires. C'était une occasion d'approfondir la compréhension de certains enjeux et écarts qui touchent des secteurs spécifiques et d'en explorer l'impact.

Soumissions écrites

Finalement, les gens avaient l'option de soumettre de la documentation écrite – des mémoires, des lettres ou des courriels. Le Secrétariat a reçu 55 documents, dont 23 mémoires et 32 lettres et courriels. Plusieurs argumentaires ont été soumis par les organismes du milieu associatif, mais certaines personnes qui avaient répondu au sondage ou assisté à une table ronde voulaient ajouter à leurs commentaires par le biais de documents écrits.

APERÇU DE LA PARTICIPATION :



SONDAGE PARTICIPATIONMB

1 654 Réponses



SOUSSIONS ÉCRITES

55 Mémoires, courriels et lettres



CONSULTATIONS PUBLIQUES

10 Tables rondes



CONSULTATIONS CIBLÉES

14 Tables rondes

10 Rencontres individuelles

Réponses au sondage

Il y avait huit questions dans le sondage en ligne hébergé sur le site de Participation Manitoba, en plus d'un champ libre pour ajouter des commentaires. La majorité des participants ont répondu à toutes les questions, et plusieurs ont fourni des informations additionnelles dans le champ libre.

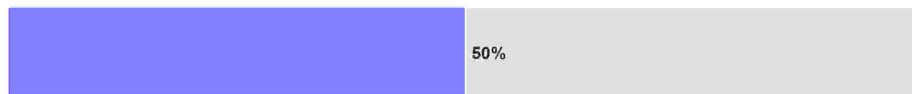
Question 1

Dans un premier temps, on cherchait à savoir ce que ça voulait dire pour les participants, une province véritablement bilingue.

50 p. cent des répondants ont parlé de l'accès aux services comme l'élément le plus important d'une province bilingue. La présence des deux langues sur la place publique et la possibilité de pouvoir vivre pleinement dans sa langue officielle de choix ont été citées par 19 p. cent des répondants comme des éléments essentiels d'une province bilingue. Une approche qui mise sur l'égalité des deux langues a été préconisée par 12 p. cent des répondants - une province inclusive, où anglophones et francophones auraient les mêmes occasions de réussite, où la valeur des deux langues serait reconnue sur le marché d'emploi, et où on vise l'équité pour tous. L'éducation a été mentionnée par 10 p. cent des répondants, tandis que 5 p. cent ont parlé de l'introduction de mesures législatives.

Question: « Une province véritablement bilingue », qu'est-ce que cela veut dire pour vous?

Services



Normalisation / usage



Égalité des langues



Éducation



Mesures législatives



Question 2

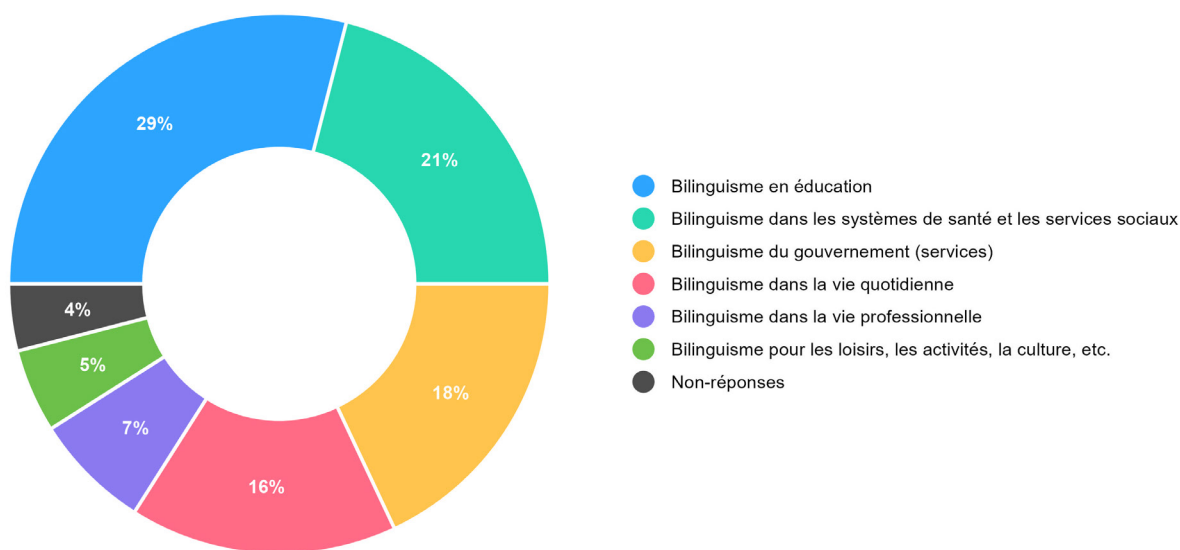
La deuxième question présentait une liste des différents secteurs qui pourraient être visés par le bilinguisme. Les répondants devaient les classer par ordre d'importance.

C'est le bilinguisme éducatif qui a été considéré comme le plus important, avec 29 p. cent des répondants le plaçant en première place. Le bilinguisme au sein du système de la santé a été cité comme le plus important par 21 p. cent des répondants, tandis que les services gouvernementaux ont mis en premier par 18 p. cent. Le bilinguisme au travail ou dans les activités récréatives (sports, culture, etc.) n'a pas été considéré comme aussi important par les répondants au sondage, mais on en a fait référence lors des tables rondes et dans les argumentaires écrits.

Notons que plusieurs répondants ont remarqué que la question ne donnait pas l'occasion de classer tous les secteurs au même niveau d'importance – ils auraient aimé pouvoir dire que le gouvernement devrait les cibler tous en même temps.

Question: Le bilinguisme pourra viser différents secteurs. Veuillez les classer par ordre d'importance pour vous.

Choix prioritaire des répondants



Question 3

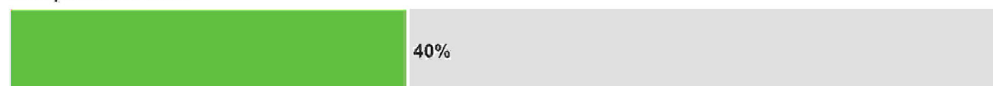
On a ensuite demandé aux répondants d'expliquer les lacunes qui font en sorte que le Manitoba n'est pas présentement bilingue.

Le manque de services disponibles en français était de loin la lacune le plus souvent mentionnée, avec 40 p. cent des répondants le proposant comme défi. D'ailleurs, 8 p. cent ont noté que l'absence des services est souvent liée au manque de personnel bilingue. 17 p. cent des répondants ont parlé de la faible proportion des francophones par rapport à la population totale du Manitoba, de la tendance des francophones à parler en anglais entre eux (surtout quand un anglophone est présent), et du manque de motivation de parler en français (autant pour les gens dont le français est la langue maternelle que pour ceux qui l'ont appris) comme des écarts considérables.

Une autre lacune mentionnée à plusieurs reprises est le manque de compréhension autour de l'histoire de la francophonie manitobaine et l'absence de promotion des avantages du bilinguisme (12 p. cent). 11 p. cent des répondants ont parlé de l'éducation comme une lacune importante – l'accès très inégal aux écoles (comparé à l'accès aux écoles de la majorité), la qualité de l'enseignement en français, et les options limitées de suivre des cours postsecondaires en français. 10 p. cent des répondants ont indiqué que l'absence de volonté et d'engagement politique dans ce sens est un obstacle considérable, et 6 p. cent ont identifié le manque de mesures législatives.

Question: Aujourd'hui, le Manitoba n'est toujours pas vu comme une province bilingue. Selon vous, quelles sont les lacunes?

Manque de services



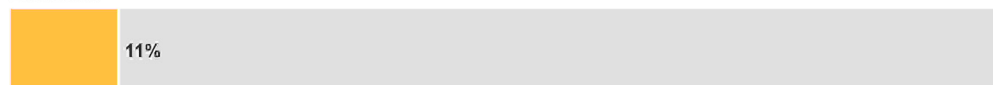
Anglodominance



Manque de sensibilisation et promotion



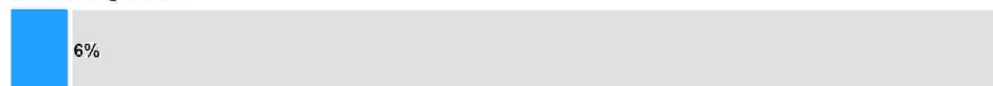
Éducation



Volonté politique



Mesures législatives



Question 4

La quatrième question était, elle aussi, liée aux sentiments des répondants, car elle cherchait à savoir ce qui changerait dans la vie des gens si le Manitoba était véritablement bilingue.

C'est la fierté et la reconnaissance qui ont été mentionnées le plus souvent (34 p. cent) - les participants ont parlé du sens accru d'appartenance, de respect et de valorisation de l'histoire francophone au Manitoba. 22 p. cent ont mentionné que l'accès aux services en français serait amélioré si le Manitoba était véritablement bilingue. 10 p. cent ont imaginé qu'il y aurait plus d'occasions d'emploi, 10 p. cent ont noté que le fait d'être véritablement bilingue appuierait l'immigration francophone et attirerait plus de migration, et 6 p. cent des répondants ont parlé des impacts économiques positifs pour la province.

Question: Qu'est-ce que cela changera pour vous, personnellement, si le Manitoba devient véritablement bilingue?

Fierté et reconnaissance



Services en français



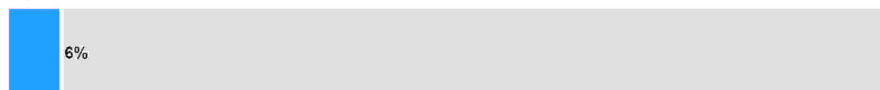
Occasions d'emploi



Appui pour l'immigration



Impacts positifs



Question 5

La cinquième question à choix multiple proposait sept mesures que le gouvernement provincial pourrait mettre en place pour appuyer le bilinguisme au Manitoba.

Deux actions sont beaucoup plus populaires que les autres – ajouter plus d’employés bilingues dans la fonction publique et fournir des appuis financiers pour les initiatives qui visent le bilinguisme de la province (55 p. cent pour chaque action). 48 p. cent des répondants veulent voir des actions pour rendre le français plus visible, avec plus d’affichage bilingue dans les espaces publics, par exemple. 44 p. cent ont privilégié la nécessité de fournir des services complets en français – non seulement les services à la réception ou lors du contact initial – et 42 p. cent ont noté que le gouvernement devrait faire traduire plus de documents en français et communiquer plus dans les deux langues officielles.

La création d’un poste de commissaire aux services en français, qui veillerait sur la disponibilité des services et assurerait leur prestation, a été choisie par 31 p. cent des répondants comme la mesure la plus importante à prendre. 30 p. cent croyaient que le gouvernement pourrait faire plus pour promouvoir le bilinguisme et assumer un rôle de sensibilisation à cet égard, et 12 p. cent croyaient que des supports régionaux devraient être ciblés.

Question: Quelles actions le gouvernement pourrait-il faire pour créer une province véritablement bilingue?

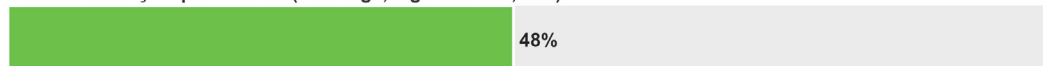
Ajouter plus d’employés bilingues



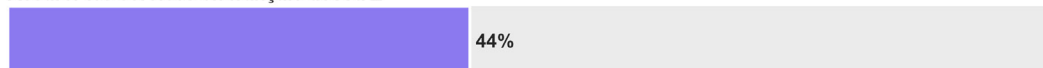
Fournir un appui financier aux initiatives qui visent une province bilingue



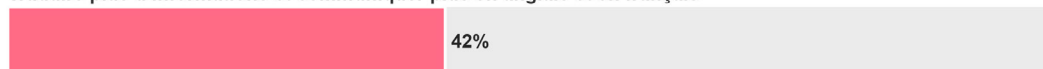
Rendre le français plus visible (affichage, signalisation, etc.)



Assurer les services en français de A à Z



Traduire plus d’informations et communiquer plus en anglais et en français



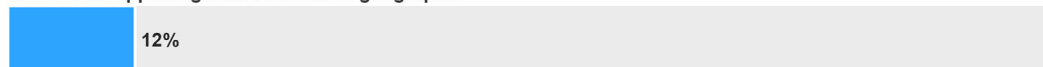
Créer un poste de Commissaire qui s’assurerait de la disponibilité des services en français



Jouer un rôle de sensibilisation sur l’importance du bilinguisme



Assurer un appui régional basé sur la géographie



L'importance d'investir plus dans les programmes éducatifs en français, du préscolaire jusqu'au postsecondaire, y compris le système d'immersion a été évoquée. Certaines réponses insistent sur le besoin d'améliorer la qualité de l'instruction. D'autres personnes ont recommandé que l'apprentissage du français soit rendu obligatoire dans toutes les écoles de la province, ou que le gouvernement appuie l'apprentissage du français pour les adultes.

Question 6

Cette question proposait cinq actions que la société (les organismes communautaires, le secteur privé, les individus) pourrait mettre en œuvre pour appuyer l'objectif d'une province véritablement bilingue, et les répondants devaient indiquer lesquelles étaient les plus pertinentes.

Quatre actions ont été considérées comme beaucoup plus pertinentes. 58 p. cent des répondants ont dit que la société devrait demander des services en français, et 55 p. cent ont indiqué que la promotion du bilinguisme était, elle aussi, une mesure à prioriser. Rendre le français plus visible, surtout par l'affichage, a été mentionné par 53 p. cent des répondants comme une action prioritaire, tandis que 50 p. cent ont dit que les gens devraient participer plus dans les activités en français. Seulement 24 p. cent ont choisi l'action de soumettre une plainte lorsque les services en français ne sont pas disponibles.

Question: Quelles actions la société (les organismes, le secteur privé, les individus) pourrait-elle faire pour créer une province véritablement bilingue?

Demander les services en français



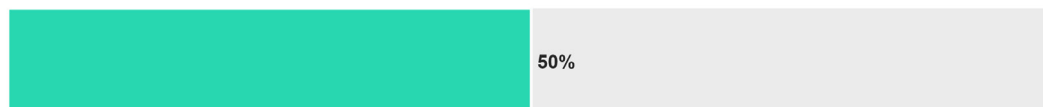
Promouvoir le bilinguisme



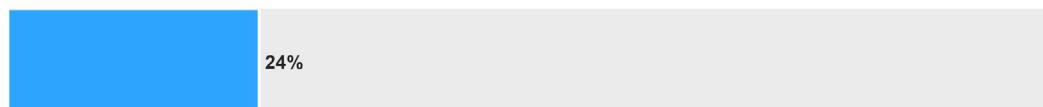
Rendre le français visible (activités, signalisation, etc.)



Participer à des activités en français



Soumettre des plaintes quand il n'y a pas de services en français



Question 7

Cette question visait les obstacles qui pourraient empêcher la province de devenir véritablement bilingue.

31 p. cent ont réitéré que le contexte socioculturel est le plus grand obstacle à la réussite. 21 p. cent des répondants ont parlé de l'importance de bien financer l'initiative d'une province bilingue. Le coût élevé de mise en œuvre est considéré comme un obstacle significatif. Pour 14 p. cent des personnes qui ont répondu au sondage, c'est le manque de volonté des élus ou des hauts fonctionnaires qui pourrait mettre le projet en danger. Le manque de main-d'œuvre qualifiée bilingue a été mentionné par 13 p. cent, avec une attention particulière portée à la pénurie d'enseignants et d'éducateurs.

La dominance de l'anglais est revenue dans 8 p. cent des réponses, tandis que 7 p. cent des répondants se sont exprimés sur le manque d'accès aux occasions d'apprentissage en français. D'autres obstacles étaient : la considération des langues autochtones et d'autres langues minoritaires (5 p. cent), l'absence de mesures législatives (3 p. cent), et des défis si le secteur privé n'est pas inclus (2 p. cent).

Question: Quels sont les obstacles qui pourraient rendre la réalisation de cet objectif plus difficile?

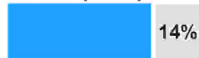
Contexte socioculturel



Soutien financier



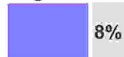
Volonté politique



Main-d'œuvre bilingue qualifiée



Anglodominance



Manque d'accès à l'éducation en français



Considération d'autres langues



Mesures législatives



Engagement du secteur privé

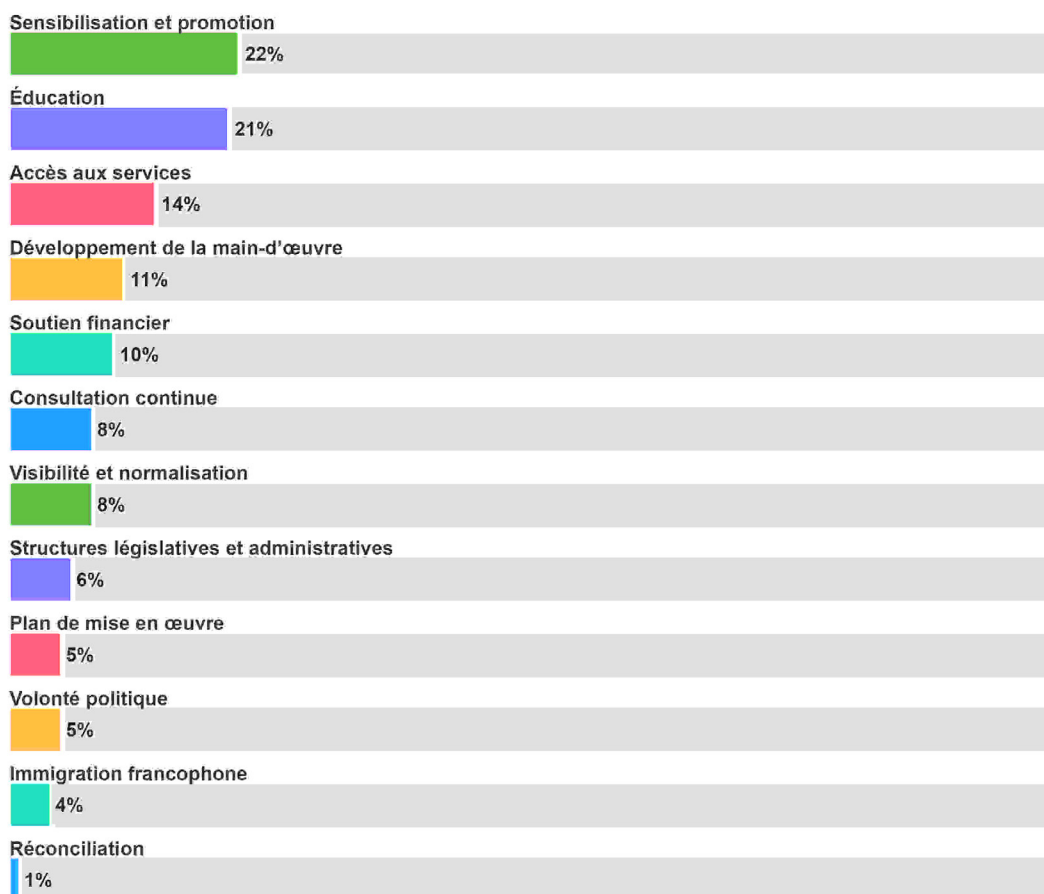


Question 8

La dernière question demandait aux gens de réfléchir sur les éléments incontournables à inclure dans une éventuelle stratégie provinciale sur le bilinguisme.

Les participants ont parlé de la sensibilisation et de la promotion (22 p. cent), du continuum en éducation (21 p. cent), de l'accès aux services en français (14 p. cent), du développement de la main-d'œuvre (11 p. cent), et du soutien financier nécessaire pour mettre en œuvre la stratégie (10 p. cent). Les répondants ont aussi mentionné l'importance de la consultation continue (8 p. cent), la visibilité et la normalisation (8 p. cent), l'établissement de mesures législatives et administratives pour renforcer la coordination des services en français (6 p. cent), le besoin de créer un plan de mise en œuvre détaillé (5 p. cent), le rôle de la volonté politique (5 p. cent), l'immigration francophone (4 p. cent), et la réconciliation avec les peuples autochtones (1 p. cent) comme des éléments à inclure dans la stratégie provinciale. Ces thèmes étaient aussi présents lors des tables rondes et des consultations ciblées, en plus d'avoir été soulevés par beaucoup d'organismes communautaires qui ont soumis des mémoires écrits.

Question: Quels sont les éléments essentiels clés à inclure dans la stratégie?



Analyse thématique

Sensibilisation et promotion

Pour la majorité des participants à la consultation, le plus important bénéfice de devenir une province véritablement bilingue serait la reconnaissance de l'histoire et du patrimoine francophones du Manitoba. Les gens étaient excités et encouragés de penser que la langue et la culture françaises seraient valorisées au même titre que l'anglais.

« Je déborderais de fierté et j'y verrais un message d'optimisme pour les générations futures. Louis Riel avait un rêve. MOI AUSSI! »

La capacité renforcée de vivre en français est vue comme un gain significatif et plusieurs répondants ont parlé de la fin d'une discrimination de la part des non-francophones, ce qui apporterait un apaisement et du réconfort dans leurs vies.

« Ce serait le passage d'une tolérance linguistique à une réelle égalité et cohabitation des deux langues, ce qui transformerait positivement mon quotidien et mon avenir ici, dans cette province. »

Les répondants ont noté qu'une plus grande sensibilisation et promotion de la langue française voudrait dire qu'ils n'auraient plus à se justifier de parler en français – que leur langue serait valorisée comme l'anglais.

« Ça me permettrait de vivre d'une façon qui est vraiment moi. Communiquer dans une autre langue constamment, je me sens comme si je deviens une autre personne. Une personne avec des valeurs et une identité différentes. Alors pouvoir communiquer en français dans ma province serait un soulagement et une façon de maintenir qui je suis. »

Un autre élément mentionné par ces répondants est la possibilité de transmettre leur langue maternelle aux futures générations sans anxiété – plusieurs personnes ont noté l'importance de savoir que la langue ne se perdra pas.

Des efforts en promotion et sensibilisation sont perçus comme l'élément le plus important à inclure dans une stratégie sur le bilinguisme. Une suggestion a été de faire en sorte que l'histoire de la francophonie soit une composante obligatoire du curriculum scolaire pour toutes les écoles.

« [Le Manitoba doit faire] la promotion de son histoire francophone et métisse. [Il devrait] afficher son bilinguisme avec fierté et en faire une partie de sa carte de visite comme une province ouverte, progressive et moderne. [...] Nous avons oublié notre histoire. »

Les participants ont aussi noté que le gouvernement devrait faire plus pour promouvoir le bilinguisme comme un élément incontournable de notre identité culturelle. La diversité de la francophonie – des francophones langue maternelle aux anglophones bilingues, en passant par les immigrants d'expression française – serait aussi à célébrer selon les participants aux tables rondes. Ce sentiment a été exprimé à plusieurs reprises dans les mémoires déposés par les organismes communautaires.

La mésinformation et des sentiments anti-francophones ont été identifiés comme des obstacles à surmonter afin de faire embarquer les anglophones dans le projet d'une province véritablement bilingue. Les séquelles de la crise linguistique des années 80 ont souvent été soulevées comme une mise en garde, et les répondants ont réitéré que le succès de l'initiative dépendra en grande partie de la façon dont elle sera présentée à la population générale.

« Il faut montrer aux populations que la langue française n'a pas pour but de remplacer la leur, mais de permettre à la province de s'ouvrir au monde extérieur et d'ouvrir plus d'opportunités futures à la province. »

Plusieurs répondants ont remarqué que des initiatives comme les consultations ne serviront à rien si elles s'adressent seulement aux francophones ou à leurs alliés. Les efforts doivent viser la majorité.

« Beaucoup de Manitobains voient encore le français comme quelque chose qui ne concerne que la communauté francophone, au lieu de le considérer comme une richesse partagée qui profite à toute la province. »

Des mots comme « justice » et « équité » ont été employés par plusieurs répondants lorsqu'ils parlaient de ce qu'ils voyaient comme une reconnaissance historique. Vu les luttes du passé pour préserver la langue et la culture françaises au Manitoba, un nombre de répondants aimerait aussi que le gouvernement utilise l'occasion du développement d'une stratégie sur le Manitoba bilingue pour présenter ses excuses à la population francophone pour les torts du passé et les décisions qui ont tant nui à la vitalité de la communauté.

Éducation

L'accès à l'éducation en français a été un thème récurrent de la consultation. Qu'il s'agisse des participants pour qui le français est la première langue apprise ou les gens qui ont le français comme langue additionnelle, la capacité d'apprendre en français a été un sujet important lors de toutes les tables rondes et dans les sondages en ligne. Pour un tiers des répondants, les services du continuum de l'éducation – c'est-à-dire, de la petite enfance à la formation postsecondaire et l'apprentissage pour adultes – sont considérés comme essentiels.

« En 2023-2024, les écoles du Manitoba accueillaient près de 220 000 élèves de la maternelle à la 12e année. Pourquoi ne pas débiter l'apprentissage des deux langues dès la 1re année? Si on se fie à cette logique, d'ici 12 ans, nous aurons 220 000 (peut-être plus?) élèves qui sont dans un système où le français et l'anglais sont enseignés en parallèle. Dans 12 ans, nous aurons une première cohorte d'élèves qui auront appris les deux langues depuis leur 1re année de vie scolaire. »

La pénurie d'enseignants qualifiés – en français langue première tout comme pour le français langue additionnelle – est revenue à de multiples occasions lors des discussions sur l'importance d'une éducation scolaire de qualité. L'accès aux espaces dans les services de garderie francophones – surtout à l'extérieur de Winnipeg – est une autre préoccupation pour les participants qui reconnaissent l'importance de l'exposition à l'apprentissage des langues dès le plus jeune âge. Le désir de voir plus d'investissements dans le secteur postsecondaire a aussi été une autre priorité.

Les anglophones ont revendiqué pour plus d'options d'immersion et des activités parascolaires en français, surtout en région. D'autres ont mentionné l'insécurité linguistique et la peur de parler en français comme des obstacles. Ils ont suggéré de nouvelles occasions d'apprendre le français pour les adultes qui n'ont pas eu l'occasion de l'apprendre à l'école ainsi que plus de chances de pratiquer la langue pour aider à adresser cette situation.

« Il faudrait convaincre les anglophones et les immigrants non francophones que le bilinguisme est important et que ça mérite le temps et l'effort. Mais je comprends: les gens sont occupés et ont assez à faire sans apprendre le français. » (Traduction)

Le Secrétariat a organisé quelques sessions de consultation ciblée avec les intervenants du continuum en éducation et avec les intervenants du système d'immersion. Divers mémoires ont aussi été soumis – notamment par la Division scolaire franco-manitobaine, l'Université de Saint-Boniface, la Coalition de la petite enfance, et la Table du continuum en éducation en français. Parmi les constats émis par ces groupes, notons le besoin d'assurer plus de ressources pour les enseignants, l'importance de l'exposition à la langue française dès le plus bas âge, la disponibilité des services connexes en français (spécialistes, mais aussi le personnel administratif dans les écoles d'immersion), et la valorisation des professions éducatives.

L'accès aux services en français

Qu'il s'agisse des réponses au sondage ou des discussions lors des tables rondes, l'accès à des services de qualité est revenu à maintes reprises comme pilier d'une province véritablement bilingue. Les participants ont priorisé les services gouvernementaux dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la justice, ainsi que certains services offerts par des sociétés de la Couronne comme Hydro Manitoba et la Société manitobaine des alcools et des loteries. Les services municipaux et du secteur privé ont aussi été identifiés comme ayant une importance significative.

« [Que] les informations, services et accès au public soient disponibles dans les deux langues officielles et simultanées autant que possible. Le français est souvent au dernier recours au lieu qu'il soit inclus dans la planification des projets au sein du gouvernement. Si la province ne priorise pas le bilinguisme, cela ne donne pas un bon modèle aux autres organismes. »

Les répondants ont noté que le fait de rentrer dans un bureau gouvernemental et d'entendre le préposé à la réception dire tout simplement « Bonjour! » avant de passer à l'anglais n'était pas acceptable. Il a aussi été mentionné que les services en français ne sont pas toujours visibles pour les clients.

« Oui, il y a des services en français, mais ils ne sont pas toujours disponibles, et tu dois vraiment aller les chercher. [...] Le service en français doit être offert partout...c'est la seule façon pour que les gens vont savoir que c'est une langue qui mérite d'être apprise au Manitoba. »

Les répondants ont ajouté que toutes les communications du gouvernement devraient être faites dans les deux langues - les discours des ministres, les campagnes publicitaires, les conférences de presse, etc. – et ils ont aussi souligné l'importance d'appuyer l'accès aux activités culturelles et récréatives, surtout pour les jeunes. Plusieurs organismes communautaires, y compris le Centre culturel franco-manitobain, le Conseil jeunesse provincial et Sports en français, ont réitéré la nécessité de créer plus d'occasions de s'amuser en français.

« Je pense qu'il est essentiel de ne pas voir le bilinguisme comme un simple ajout de services en français, mais plutôt comme une véritable richesse culturelle à préserver et à promouvoir. Il serait intéressant d'intégrer une dimension culturelle à cette stratégie, en soutenant des événements, des projets artistiques et des initiatives communautaires qui célèbrent la langue et la culture francophones. Cela permettrait non seulement de renforcer le bilinguisme, mais aussi de créer un environnement plus inclusif et respectueux des deux cultures. »

Développement de la main-d'œuvre

Un autre thème qui est revenu régulièrement est celui du marché du travail et de l'emploi. Plusieurs participants ont souligné le rôle de l'emploi dans la vitalité des communautés francophones, car la capacité de travailler dans sa langue est un élément clé pour contrer l'assimilation.

« L'emploi en français demeure marginal, surtout dans le secteur privé. Il est difficile pour un francophone de travailler en français dans la majorité des milieux professionnels, ce qui empêche une véritable normalisation de l'usage du français. »

L'attente de fournir plus de services en français serait accompagnée de plus d'occasions d'emploi pour la population bilingue du Manitoba, surtout si, comme l'ont suggéré certains répondants, un programme d'incitatifs financiers est établi pour que les commerces et les entreprises embauchent plus d'employés bilingues et francophones. Un répondant a noté que le bilinguisme au travail pourrait devenir la norme plutôt qu'un simple atout.

« Travailler dans une organisation francophone est un privilège, mais cela ne devrait pas être une exception. Dans une province véritablement bilingue, le français serait intégré dans tous les milieux professionnels, et les jeunes n'auraient pas à choisir entre leur langue et leurs ambitions. »

Autant les répondants anglophones que les répondants francophones ont souligné les retombées positives pour la province d'avoir une main-d'œuvre bilingue et un secteur d'affaires qui pourrait fonctionner dans les deux langues. Pour ces gens-là, il s'agirait d'une occasion d'ouvrir la province vers la francophonie internationale, avec le potentiel du développement important relatif aux investissements accrus, au tourisme, à l'entrepreneuriat et à la culture.

« Une autre province bilingue mettrait en lumière la vivacité de la francophonie hors du Québec. Bien plus qu'une simple note de bas de page dans les livres d'histoire, cela bouleverserait le statu quo linguistique actuel. »

D'autres participants, surtout les francophones issus de l'immigration, ont parlé plutôt des défis. La reconnaissance des diplômes pose un problème pour plusieurs personnes, et d'autres nouveaux arrivants ont mentionné que leur manque de compétence en anglais fait souvent défaut. Une suggestion était d'explorer comment la province pourrait appuyer les employeurs pour qu'ils puissent fournir des cours de langue aux employés.

« Certains employeurs ne donnent pas la possibilité aux nouveaux arrivants d'avoir des métiers sous prétexte qu'ils ne parlent pas anglais. Mais comment vont-ils apprendre s'ils ne font pas partie d'un environnement anglophone à plein temps ? (...) On ne donne pas de chance aux nouveaux arrivants francophones ou d'autres qui ne parlent pas l'anglais. La langue c'est un apprentissage donc il faut que les employeurs comprennent. »

Le défi spécifique de trouver des candidatures dans les régions rurales et éloignées a été souligné à quelques reprises par les répondants qui habitent à l'extérieur de Winnipeg, car il a été remarqué qu'il est déjà difficile d'embaucher du personnel pour fournir les services plutôt limités présentement en place. On aurait besoin d'embaucher beaucoup plus d'employés bilingues pour livrer plus de services en français partout dans la province.

Ce sujet est aussi important pour les organisations communautaires. Les mémoires de plusieurs d'entre elles ont parlé du besoin d'investir dans les programmes de formation en français pour assurer le développement de la main-d'œuvre bilingue de demain, surtout dans les secteurs clés comme les soins de la santé et la justice.

Soutien financier

Ce thème a été mentionné par 10 p. cent des répondants comme un élément incontournable du succès d'une stratégie sur le bilinguisme, et il a été mis en avant pendant les tables rondes et les consultations ciblées. Presque tous les mémoires soumis pour les organisations ont identifié le besoin d'un financement adéquat comme une priorité pour la nouvelle stratégie. Parmi les suggestions, on note les investissements ciblés pour améliorer les services en région rurale, l'augmentation du financement de fonctionnement accordé aux organismes communautaires afin de renforcer leur capacité d'action, les bourses pour les étudiants qui effectuent au moins une partie de leurs études postsecondaires en français, et les incitatives financières et crédits d'impôt pour encourager le bilinguisme.

« [Ça prendrait] un financement prévisible, stable et continu. [...] Ceci représente une grosse mission. Il va falloir prévoir assez d'argent pour le réaliser. »

D'autres participants ont parlé tout simplement des investissements que la province devrait faire dans ses propres services et pour appuyer sa capacité bilingue. Les coûts de nouvelles infrastructures (garderies, écoles et panneaux routiers) ont aussi été mentionnés.

« [Nous avons besoin de] ressources réelles dédiées à l'effort et non pas seulement des stratégies et des plans d'action qui dépendent des organismes et la population générale pour la mise en œuvre. »

Consultation et collaboration

8 p. cent des répondants ont indiqué que la consultation continue avec la population manitobaine devrait figurer dans la nouvelle stratégie sur le bilinguisme. Les organismes du milieu associatif ont mentionné l'importance de respecter la collaboration et la notion du 'par et pour' la communauté.

« Que la consultation véritable soit inscrite comme priorité indispensable pour la francophonie manitobaine dans tout document de synthèse des résultats et dans la stratégie ou le plan d'action qui découleront de cet exercice. »

L'inclusion et la diversité ont aussi été soulignées pour la consultation, avec quelques répondants indiquant qu'il faudrait inclure les francophones de souche, les immigrants, les anglophones bilingues, et la population métisse, en plus de considérer les perspectives de la communauté 2ELGBTQI+.

« Il faut autant que possible travailler envers ce but dans un esprit de collaboration et non de confrontation... Si nous examinons l'histoire des droits des francophones au Manitoba, ce n'est pas toujours dans l'esprit de collaboration que nous avons atteint nos buts. Espérons que la société manitobaine a évolué... »

Plusieurs répondants ont noté que la stratégie ne connaîtra de vrai succès que si elle est une vraie cocréation du gouvernement, du secteur privé, et de la communauté.

Visibilité et normalisation

Plusieurs participants ont noté qu'une langue ne vit que lorsqu'elle est vue et utilisée. Une province bilingue a besoin d'interlocuteurs francophones – langue première et langue additionnelle – alors il faudrait valoriser le bilinguisme et créer des occasions qui démontrent que la vie est aussi riche, qu'on la vive en anglais ou en français.

L'importance de voir la langue française dans les publications, sur les panneaux routiers et sur les bâtiments a été évoquée, et plusieurs des commentaires soulignaient que c'est au gouvernement de prendre le lead pour normaliser la visibilité du français au Manitoba.

« L'anglais est encore la langue dominante, c'est plus naturel de vouloir parler l'anglais dans notre province parce que nous ne sommes pas assez nombreux et les services ne sont pas offerts en français, donc nous devons parler en anglais pour faire partie de notre société. »

Il a été noté que c'est aux francophones d'assumer la responsabilité d'inclure le français dans leur vie quotidienne - d'envoyer leurs enfants à l'école en français, de participer aux activités communautaires pour célébrer la langue et la culture, et de démontrer la valeur ajoutée d'être francophone.

« Au-delà de participer aux activités en français, il faut que les gens s'impliquent, s'engagent dans ces activités pour les organiser, les appuyer, en faire la promotion, bref il faut encourager davantage les personnes à donner de leur temps pour agir. Le temps d'être un simple spectateur est révolu. »

Il y a eu beaucoup de propositions de créer de nouveaux événements bilingues ou en français, et de faire la promotion des occasions existantes pour encourager une plus grande participation. L'objectif serait de rendre la langue française plus intéressante pour que son usage hors de la salle de classe devienne normalisé, y compris pour les anglophones qui ont appris ou qui apprennent le français.

« Nous devons rendre la langue française attrayante à apprendre et à parler. La langue commence à la maison, puis avec les amis et par la suite dans les institutions. Nous pouvons promouvoir des services au niveau du gouvernement et exposer la population à la langue francophone avec des panneaux et des publicités francophones, mais si la population ne prend pas intérêt à vouloir le parler à la maison ou ne s'intéresse pas à se joindre à des groupes culturels francophones, la croissance ne va pas avancer vite. Une raison pour laquelle plusieurs francophiles [veulent] apprendre le français était pour les opportunités d'emplois. Il peut y avoir plein de raisons, je vous invite à les trouver pour rendre la langue plus attrayante. »

Structures politiques, législatives et administratives

Il y avait des propositions de mettre en place des mesures législatives ou administratives pour entériner le bilinguisme de la province. Les participants ont proposé des règlements pour clarifier les obligations de la Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine, tandis que d'autres veulent voir un statut officiel comme au Nouveau-Brunswick.

« Tout régime linguistique doit refléter les réalités du Manitoba: on peut s'inspirer des modèles linguistiques des autres provinces ou territoires, mais les réalités politiques, juridiques et démolinguistiques du Manitoba sont distinctes. Le Manitoba doit donc frayer son propre chemin et avoir son propre modèle. »

Dans son mémoire, l'Association des juristes d'expression française du Manitoba a proposé un cadre pour le bilinguisme institutionnel dans le système de la justice pour assurer la disponibilité continue des services juridiques en français.

Des changements aux structures administratives comme moyen de mieux appuyer le bilinguisme du gouvernement ont aussi été proposés. Parmi les suggestions, comptons : renforcer le rôle du ministre responsable des affaires francophones et du Secrétariat – possiblement par la création d'un ministère des Affaires francophones ou un ministère de l'Identité bilingue; développer un poste d'ombudsman pour les services en français; accorder l'autorité au Conseil du Trésor de vérifier l'application d'une lentille francophone sur les soumissions de financement; et mettre sur pied un poste de Commissaire à la promotion de la francophonie.

« La capacité d'instaurer ceci et de le maintenir au fil du temps a été prouvée ailleurs, alors pas d'obstacles, sauf si ce n'est pas légiféré. Si ce n'est qu'une politique, ça ne durera pas. Un changement sociétal exige une carotte et un bâton. »

Dans le cadre des tables rondes et des consultations ciblées, cependant, il y avait d'autres encore qui ont mentionné les structures législatives. Or leur perspective était qu'il ne fallait pas les encourager, car ils trouvent que le Manitoba possède déjà les outils nécessaires – il s'agira simplement de mieux les appliquer.

Plan de travail pour la mise en œuvre

5 p. cent des réponses à la question 8 ont inclus des références à un plan de mise en œuvre détaillé qui inclurait des objectifs clairs, une ligne de temps raisonnable afin d'atteindre des buts, et des comptes-rendus publics tout au long de la stratégie pour tenir la population au courant du progrès. Certains répondants ont parlé de l'importance d'un plan graduel qui appuierait la transition et faciliterait l'engagement du public en montrant la valeur ajoutée de chaque étape franchie. On a aussi mentionné l'importance de planifier pour la résistance et les obstacles imprévus.

« [Le plan doit être axé] sur les résultats, donc pas le nombre de mots traduits ou d'employés bilingues au gouvernement, mais le nombre de diplômés francophones au secondaire et au postsecondaire, le nombre de places de garderie, le nombre d'entreprises qui font des échanges commerciaux avec des marchés francophones, le nombre d'artistes qui sont à l'affiche lors des festivals financés par la province, le nombre de productions télévisuelles en français tournées au Manitoba, le nombre de livres en français publiés au Manitoba, une augmentation de la main-d'œuvre bilingue au Manitoba, etc. »

Engagement gouvernemental

La nécessité d'assurer le plein engagement des gouvernements (provincial et municipal) a été soulevée par 5 p. cent des répondants comme un élément incontournable dans la stratégie.

« Sans vision claire, sans engagement durable et sans moyens adéquats, le risque est grand que le bilinguisme demeure un principe inscrit sur papier, mais rarement pleinement vécu sur le terrain. Il faut se donner le moyen de nos ambitions. »

Or, plusieurs répondants ont reconnu que le gouvernement présentement au pouvoir a montré son engagement envers le bilinguisme dans la province et qu'il faudrait en tirer profit.

« Je suis tellement remplie d'espoir. Entendre le Premier Ministre Kinew et le ministre Simard parler d'un Manitoba bilingue m'apporte les larmes aux yeux. Merci pour cette démarche, frappons doucement pendant que le fer est chaud. »

Immigration francophone

Beaucoup de participants ont signalé qu'une province véritablement bilingue appuierait l'immigration francophone en attirant plus d'immigrants et en facilitant l'intégration et la rétention.

« Étant moi-même francophone, immigrante, la réussite du Manitoba me tient à cœur. Le Manitoba est ma province d'adoption, c'est là où j'ai vécu la plus forte partie de ma vie d'adulte et compte y rester. Le succès du Manitoba est mon succès en tant qu'habitante de cette belle province. »

Les répondants qui se sont identifiés comme immigrants ont exprimé beaucoup de frustration avec la situation actuelle, en indiquant que la province les fait venir en tant que francophones en leur disant qu'ils pourraient vivre en français, lorsque la réalité est plutôt qu'il faut maîtriser l'anglais pour travailler au Manitoba. Ces personnes ont mentionné la difficulté à faire reconnaître les diplômes étrangers, les employeurs qui ne donnent pas leur chance aux travailleurs qualifiés qui parlent moins bien l'anglais, et le fait que plusieurs entre eux quittent la province après un certain temps, faute d'emploi.

Le développement d'une stratégie pour l'immigration francophone et la rétention comme un élément de la plus grande stratégie sur le bilinguisme a été soulevé par plusieurs répondants et les organisations communautaires qui représentent la population immigrante du Manitoba, ainsi que le besoin de mieux appuyer l'insertion professionnelle des nouveaux arrivants francophones.

« On devrait ouvrir la porte aux immigrants francophones. Ils ont tant à offrir. »

Réconciliation et les langues autochtones

La reconnaissance des Premières Nations et des langues autochtones a été considérée comme un élément important de la stratégie pour 1 p. cent des répondants. Certains répondants pensent que les autres communautés culturelles ne comprendront pas pourquoi le gouvernement a choisi de prioriser le français par rapport à leurs langues. La question de garantir l'équité pour les Premières Nations était une recommandation pour tous les répondants qui ont soulevé cet enjeu.

« Le sentiment que - en faisant la promotion du statut "deux langues officielles" de la province - la province nuit à la renaissance et à la promotion des cultures autochtones [est un obstacle]. Faudrait qu'on pense en termes de "et aussi" et non pas en termes de "ceci, aux dépens de cela". »

Un certain nombre a même mentionné que le travail fait pour rendre la province véritablement bilingue pourrait fournir un modèle pour accorder un statut officiel aux langues autochtones.

« [Il faudrait] assurer que les langues autochtones soient comprises dans la stratégie - c'est critique, car l'anglais et le français sont les langues des colonisateurs et nous ne voudrions pas répéter les erreurs du passé en écartant leur histoire, leur patrimoine et leurs langues. » (Traduction)

Prochaines étapes

Maintenant que les consultations sont terminées, le vrai travail commencera. Transformer ces réponses et ces thèmes en des changements visibles et concrets nécessitera l'engagement et l'effort de tout le monde. Le Conseil consultatif des affaires francophones prendra le lead pour rassembler la communauté, les gouvernements de la province et des municipalités, et le secteur privé pour construire la stratégie qui sera informée par les initiatives suggérées dans le cadre des consultations. Les partenaires comme la Société de la francophonie manitobaine et tous les organismes membres du Comité de mise en œuvre du plan stratégique communautaire regarderont les structures, les programmes et les projets nécessaires pour amorcer et maintenir une province véritablement bilingue.

La capacité d'utiliser le français dans la vie quotidienne et d'accéder aux services en sachant qu'ils sont appuyés par un système éducatif et des ressources développementales – en plus de l'engagement gouvernemental – est au cœur d'une stratégie qui établira des objectifs à court, moyen et long terme.

Ceux-ci comprennent des actions suivantes :

1. Créer de nouvelles occasions diverses pour la population manitobaine de continuer à contribuer à la nouvelle stratégie provinciale sur le bilinguisme.
2. Reconnaître et promouvoir l'histoire et le rôle joué par la langue française au Manitoba, dans sa culture et son avenir.
3. Améliorer les options pour apprendre le français, autant pour les jeunes que pour les adultes.
4. Chercher des opportunités pour promouvoir les arts en français et d'appuyer les activités culturelles et récréatives à travers la province.
5. Examiner des modèles pour des bourses et des soutiens financiers pour apprendre la langue française.
6. Fournir un appui aux entreprises du secteur privé pour développer leur capacité bilingue en milieu de travail.
7. Renforcer les plans des services en français du gouvernement et augmenter sa main-d'œuvre bilingue.
8. Étudier les possibilités en investissements pour le tourisme et l'entrepreneuriat bilingue.
9. Explorer comment renforcer les organismes communautaires pour qu'ils puissent fournir et appuyer les services en français.
10. Prioriser les investissements financiers pour mieux assurer la transition vers une province véritablement bilingue.
11. Étudier les changements législatifs et administratifs qui pourraient mieux appuyer l'expansion des services en français.
12. Regarder comment soutenir les communications du gouvernement bilingues.

13. Collaborer avec la communauté immigrante d'expression française pour développer des stratégies de rétention réussies.
14. Partager des pratiques exemplaires avec la communauté autochtone et d'autres qui travaillent pour réserver et promouvoir leurs langues.

Le développement de cette stratégie nécessitera la perspective de la population manitobaine à travers la province. Le gouvernement s'engage à effectuer ces actions et il est fier de ceux et celles qui ont participé à date. Il existe un vrai espoir que ces consultations les encourageront à continuer sur le chemin et inspireront d'autres à s'y joindre. Des investissements à la stratégie ont déjà commencé. Le gouvernement a annoncé de nouvelles écoles pour la DFSM (notamment à Saint-Boniface et à Brandon), en plus d'appuyer le système d'immersion et le secteur de la petite enfance. Il a ouvert un centre de services juridiques pour fournir des supports et ressources à la population manitobaine d'expression française. Il collabore avec la communauté et le gouvernement fédéral pour mieux comprendre les besoins en services de santé des francophones. Il a aussi assuré un financement fédéral pour aider les municipalités bilingues à mettre en place des panneaux affiches en français dans les régions rurales du Manitoba.

Il s'agit là des premiers pas vers la construction d'une province véritablement bilingue. Le gouvernement s'engage à la vision d'une province où la population manitobaine peut choisir de vivre, travailler et s'amuser dans une des deux langues officielles, pour qu'elle puisse léguer une langue pérenne, passionnée et respectée à leurs enfants et petits-enfants.

Des mises à jour régulières seront partagées avec le public par des annonces du ministre responsable des affaires francophones aux médias et sur les pages consacrées aux consultations sur le site Web du Secrétariat aux affaires francophones. Le Conseil consultatif des affaires francophones suivra de près le progrès et appuiera l'engagement du gouvernement de communiquer avec la communauté francophone à chaque étape du processus.

Échéancier proposé :

- Mars 2026 – Publication du rapport des consultations sur le Manitoba véritablement bilingue
- Avril à mai 2026 – Création du plan de travail
- Mai à septembre 2026 – Tenue des sessions de travail
- Septembre 2026 à janvier 2027 – Rédaction de l'ébauche
- Janvier 2027 – Présentation de l'ébauche au Conseil consultatif et intervenants
- Mars 2027 – Publication de la stratégie provinciale sur le bilinguisme

Cette approche détaillée et collaborative vise à assurer que la stratégie sur le bilinguisme reflétera les besoins et les souhaits exprimés par la population manitobaine.

Vous avez des questions?

Veuillez communiquer avec le Secrétariat aux affaires francophones par courriel au bilingualmanitobabilingue@gov.mb.ca pour en savoir plus.